**Fiche d'information sur le projet de loi sur la réglementation du travail sexuel (WRS)**

**Faites connaître au gouvernement votre opinion sur le projet de loi!**

Le gouvernement a rédigé un nouveau projet de loi sur la réglementation du travail sexuel (WRS). L'objectif, selon le minister de Justice, de cette proposition législative est de lutter contre la traite des êtres humains et d'autres abus. Il est également indiqué que l'objectif est d'améliorer la situation des travailleurs du sexe.

En même temps, le gouvernement reconnaît qu'il place les travailleuses et travailleurs sexuels dans une position différente de celle de tout autre travailleur. Selon eux, cela se justifie parce que la prostitution n'est pas un travail normal et ne peut être comparée à d'autres emplois.

La proposition est actuellement en phase de consultation publique. En réponse aux réactions, le gouvernement peut décider de modifier certaines parties (mineures) de la proposition.

Ensuite, le projet de loi final sera soumis au Parlement, qui peut modifier son contenu ou le rejeter complètement. Lorsque le Parlement adoptera le projet de loi, il sera renvoyé au Sénat. Le Sénat ne peut plus amender le projet de loi, il peut seulement l'approuver ou le rejeter.

**La date limite pour les réactions au projet de loi est fixée au 15 décembre 2019.**

C'est ce que dit le projet de loi :

**Système de licence pour les travailleuses et travailleurs sexuels**

* Toutes les professionnel(le)s du sexe doivent être titulaires d'un permis, même si elles travaillent en tant que travailleuses indépendantes, que ce soit dans lles établissements que dans les vitrines.
* Pour obtenir une licence, les travailleurs du sexe doivent avoir plus de 21 ans et être autorisés à travailler aux Pays-Bas.
* Tous les professionnel(le)s du sexe sont obligé(e)s d'avoir un entretien avec un(e) fonctionnaire qui décidera s'ils sont suffisamment " indépendants " pour travailler comme travailleurs ou travailleuses sexuels. Si le fonctionnaire n'a pas d' “objections majeures " à l'entrée ou à la poursuite du travail sexuel, il ou elle recevra une licence.
* Si le fonctionnaire estime que le requérant n'est pas suffisamment " indépendant " ou qu'il travaille sous la contrainte, la licence ne lui sera pas accordée. Une licence ne sera pas non plus délivrée aux travailleurs ou travailleuses du sexe qui n'ont pas encore 21 ans ou qui n'ont pas les documents nécessaires pour travailler aux Pays-Bas.
* Les travailleuses et travailleurs sexuels ne sont autorisés à faire de la publicité qu'avec leur numéro de licence et un numéro de téléphone professionnel.
* Un permis est valide pour une période de cinq ans.

**Travailleuses ou travailleurs sexuels dans une maison privée**

* Une licence ne signifie pas que les travailleurs du sexe ont un permis de travail chez eux.
* Le projet de loi est très vague au sujet des professionnel(le)s du sexe dans l'appartement. D'une part, on dit que les municipalités ne peuvent pas traiter les travailleurs du sexe indépendants différemment des autres travailleurs indépendants, comme les coiffeurs ou les pédicures. D'autre part, les municipalités ont le pouvoir d'établir des règles supplémentaires, et la plupart des plans de réglementation urbaine et des règlements sur les condominiums interdisent la prostitution à la maison.

**Retrait de la licence**

* La licence peut être révoquée :
* lorsque les autorités considèrent qu'une travailleuse ou un travailleur sexuel n'est plus suffisamment "autosuffisant" ou que son travail est soumis à la force.
* lorsqu'une travailleuse ou un travailleur sexuel fait de la publicité à plusieurs reprises sans son numéro de permis et son numéro de téléphone de travail ou n'a pas signalé immédiatement un changement dans son numéro de téléphone de travail.

**Registre national des travailleurs ou travailleuses du sexe**

* Toutes les travailleuses et tous les travailleurs du sexe autorisés seront inscrits dans un registre national avec leur numéro de sécurité sociale/fiscal, numéro de téléphone professionnel et numéro de licence.
* Il est obligatoire de fournir un numéro de téléphone pour le travail. Tout changement doit être signalé immédiatement
* Le registre national contiendra également les informations suivantes sur les professionnel(le)s du sexe:
* Quand ils ont été trouvés en train de travailler sans permis.
* Quand ils ont fait de la publicité sans numéro de licence et sans numéro de téléphone enregistré
* Lorsqu'ils n'ont pas signalé immédiatement un changement de numéro de téléphone professionnel
* Lorsque les autorités pensent qu'elles travaillent sous la contrainte ou qu'elles ont des doutes quant à leur autonomie.
* N'importe qui peut vérifier dans le registre national si un numéro de licence existe réellement et si un certain numéro de licence et un numéro de téléphone correspondent.
* Seules les autorités peuvent également voir le numéro de sécurité sociale de la travailleuse ou travailleur du sexe.

**Criminalisation des travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés et de leurs relations professionnelles (le projet de loi parle de "prostitution illégale")**

* Les travailleuses et travailleurs sexuels qui travaillent sans permis ou ne respectent pas les règles peuvent se voir imposer une amende pouvant atteindre 20 750 euros. Ceci s'applique également aux travailleuses et travailleurs sexuels qui travaillent (encore) pendant que leur demande de licence a été rejetée.
* Les personnes qui ont des relations d'affaires avec des travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés sont criminalisées. Ils peuvent purger jusqu'à deux ans de prison ou une amende pouvant aller jusqu'à 20 750 euros. Dans le projet de loi, on les appelle les "facilitateurs de la prostitution illégale".
* Cela s'applique, par exemple, aux chauffeurs, aux personnel de sécurité, aux nettoyeurs et à d'autres fournisseurs de services aux travailleuses et travailleurs sexuels non titulaires d'un permis. Elle peut également s'appliquer aux partenaires des travailleuses et travailleurs sexuels qui les amènent au travail, veillent à leur sécurité ou avec qui ils partagent leurs revenus. Elle peut également s'appliquer aux travailleuses et travailleurs sexuels qui travaillent avec un collègue. Le projet de loi n'est pas clair sur ce point.

**Criminalisation des clients de travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés**

* Les clients peuvent vérifier dans le registre national si un numéro de licence existe réellement et si un numéro de licence donné et un numéro de téléphone sont compatibles.
* Les clients qui reçoivent des services sexuels d'une travailleuse du sexe sans licence ou d'un travailleur du sexe travaillant pour une entreprise ou une agence sans licence peuvent être passibles d'une peine d'emprisonnement d'un an ou d'une amende pouvant atteindre 8 300 €.

**Système de licences pour les entreprises de services sexuels**

* Toutes les entreprises du secteur des services sexuels doivent être titulaires d'une licence, y compris, par exemple, les services d'escorte.
* Les municipalités peuvent fixer un nombre maximal de permis.
* Les municipalités peuvent également décider de ne pas délivrer de autorisations d'exercer (l'option dite "zéro").
* Seules les travailleuses et travailleurs sexuels autorisés sont autorisés à travailler dans des entreprises autorisées
* Il y aura également un registre national de toutes les entreprises de services sexuels.

**Vous voulez en savoir plus?**

L'ébauche complète du projet de loi peut être consultée à l'adresse suivante : https://www.internetconsultatie.nl/sekswerk

 ou ici : https://www.recht.nl/nieuws/strafrecht/177463/concept-wetsvoorstel-regulering-sekswerk/

Le communiqué de presse du ministère de la Justice est disponible ici :

https://www.rijksoverheid.nl/actueel/nieuws/2019/10/15/vergunningplicht-voor-prostituees-en-exploitanten-van-seksbedrijven

**Que pensons-nous du projet de loi?**

Nous croyons que l'adoption de ce projet de loi est une mauvaise idée, car il ne combat pas les abus. Au contraire, elle rendra les travailleuses et travailleurs sexuels plus vulnérables aux abus et à la violence. Les travailleuses et travailleurs sexuels qui ne peuvent s'inscrire en raison de leur âge ou parce qu'ils n'ont pas les bons documents, ainsi que les travailleuses et travailleurs sexuels qui ne sont pas disposés à s'inscrire pour des raisons de protection de leur vie privée et de méfiance à l'égard de la capacité des autorités publiques à protéger adéquatement leurs données, seront relégués aux circuits illicites.

Ils ne peuvent plus aller à la police en toute sécurité lorsqu'eux-mêmes ou un collègue sont victimes d'intimidation, d'extorsion, de coercition ou de violence parce qu'ils sont eux-mêmes passibles de sanctions. Ils ne peuvent plus faire de publicité sur les sites Web de l'industrie. Par conséquent, ils devront se tourner vers d'autres pour pour contacter les clients.

Les clients et les personnes qui ont une relation professionnelle avec des travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés sont également criminalisés. De cette façon, ils ne dénonceront plus les abus. Les abuseurs en sont conscients et en tireront profit.

La criminalisation des clients et les relations de travail des travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés n'ont rien à voir avec la coercition, la violence ou la tromperie. Il ne s'agit que de la réticence ou de l'incapacité des travailleuses et travailleurs sexuels à se conformer à l'obligation d'enregistrement. La coercition, la violence, l'exploitation et la tromperie sont déjà punissables, qu'il s'agisse de forcer quelqu'un à se prostituer ou à remettre son argent ou à se prostituer dans des conditions qui ne sont pas libres. Le projet de loi ne changera rien à cette situation.

Le projet de loi a été présenté sans tenir compte de la voix des travailleuses et travailleurs sexuels et ne répond pas à leurs besoins. Les appels des travailleuses et travailleurs sexuels contre la loi n'ont pas été entendus. La loi traite les travailleuses et travailleurs sexuels comme des enfants incapables de prendre des décisions concernant leur corps, leur vie et leur travail. Elle accroît la stigmatisation du travail du sexe et les marginalise davantage.

Faites savoir au gouvernement ce que vous pensez de ce projet de loi

Nous vous invitons à répondre au projet de loi. Plus les travailleuses et travailleurs sexuels et les personnes qui travaillent avec eux et leurs alliés s'opposent au projet de loi, plus il est probable qu'il sera rejeté.

Vous pouvez réagir jusqu'au 15 décembre ! Vous pouvez le faire en cliquant sur le bouton

jet de loi est une mauvaise idée, car il ne combat pas les abus. Au contraire, elle rendra les travailleuses et travailleurs sexuels plus vulnérables aux abus et à la violence. Les travailleuses et travailleurs sexuels qui ne peuvent s'inscrire en raison de leur âge ou parce qu'ils n'ont pas les bons documents, ainsi que les travailleuses et travailleurs sexuels qui ne sont pas disposés à s'inscrire pour des raisons de protection de la vie privée et de méfiance à l'égard de la capacité des autorités publiques à protéger adéquatement leurs données, seront relégués aux circuits illicites.

Ils ne peuvent plus aller à la police en toute sécurité lorsqu'eux-mêmes ou un collègue sont victimes d'intimidation, d'extorsion, de coercition ou de violence parce qu'ils sont eux-mêmes passibles de sanctions. Ils ne peuvent plus faire de publicité sur les sites Web de l'industrie. Par conséquent, ils devront se tourner vers d'autres pour trouver des clients.

Les clients et les personnes qui ont une relation professionnelle avec des travailleuses et travailleurs sexuels non licenciés sont également considérés comme des criminels. De cette façon, ils ne dénonceront plus les abus. Les abuseurs en sont conscients et en tireront profit.

La criminalisation des clients et les relations de travail des travailleuses et travailleurs sexuels non autorisés n'ont rien à voir avec la coercition, la violence ou la déception. Il ne s'agit que de la réticence ou de la difficulté des travailleuses et travailleurs sexuels à se soumettre à l'obligation d'enregistrement, ou de leur impossibilité à le faire. La coercition, la violence, l'exploitation et la déception sont déjà punissables, qu'il s'agisse de forcer quelqu'un à se prostituer ou à céder son argent ou à se prostituer dans des conditions qui leur sont imposées. Le projet de loi ne changera rien à cette situation.

Le projet de loi a été présenté sans tenir compte de la position des travailleuses et travailleurs sexuels et ne répond pas à leurs besoins. Les appels des travailleuses et travailleurs sexuels contre la loi n'ont pas été entendus. La loi traite les travailleuses et travailleurs sexuels comme des enfants incapables de prendre des décisions concernant leur corps, leur vie et leur travail. Elle accroît la stigmatisation du travail du sexe et les marginalise davantage.

**Faites savoir au gouvernement ce que vous pensez de ce projet de loi**

Nous vous invitons à répondre au projet de loi. Plus les travailleuses et travailleurs sexuels et les personnes qui travaillent avec eux et leurs alliés s'opposent au projet de loi, plus il est probable qu'il sera rejeté.

**Vous pouvez réagir jusqu'au 15 décembre!** Vous pouvez le faire en cliquant sur le bouton "*Donnez votre avis sur cette consultation*" sur ce site: https://www.internetconsultatie.nl/sekswerk

Vous pouvez également écrire une lettre et la joindre comme document.

**Revues de presse**

Plusieurs personnes ont publié leurs critiques sur le projet de loi sur les médias.

Ceci est un extrait d'un article du Volkskrant de Marjan Wijers, membre de SekswerkExpertise **Enregistrement des travailleurs du sexe a l'effet contraire** https://www.volkskrant.nl/columns-opinie/registratieplicht-sekswerkers-heeft-averechts effect~b585407d/?utm\_campagne=shared\_earned&utm\_medium=social&utm\_source=twitter

En anglais : **The new Dutch law on prostitution will have the opposite effect** https://www.amsterdamredlightdistricttour.com/news/prostitution-law-netherlands/

Il s'agit d'un article du NRC de Rik Viergever, qui est dans le conseil de My Red Light

**De cette façon, les travailleurs du sexe non seront auto-entrepreneurs** https://www.nrc.nl/nieuws/2019/10/23/zo-wordt-sekswerker-geen-eigen-baas-a3977803

Une vidéo sur la protestation contre le projet de loi du PROUD, le syndicat néerlandais des travailleurs du sexe, peut être trouvée ici: **Mon corps, mon entreprise " - les travailleuses du sexe protestent à l'occasion de l'Halloween** https://www.youtube.com/watch?v=j78DzdvPoFc&feature=youtu.be

En 2017, Joke Swiebel et Marjan Wijers ont écrit dans le NRC au sujet de l'accord de coalition dans lequel le projet de loi a été annoncé : **Le gouvernement force les travailleuses du sexe à l'illégalité** <https://www.nrc.nl/nieuws/2017/10/31/kabinet-dwingt-sekswerkers-de-illegaliteit-in-137563-a1579287>

SekswerkExpertise, 20 novembre 2019

 par info: [www.sekswerkexpertise.nl](http://www.sekswerkexpertise.nl)